



Hong Kong, le 15 décembre 2005

Bonjour,

« Libéraliser pour lutter contre la pauvreté, la grande illusion ! », tel était le titre du séminaire organisé par Coordination Sud ce jeudi 15 décembre. Ce séminaire a étudié comment la libéralisation sensée lutter contre la pauvreté a contribué à détruire le revenu des agriculteurs familiaux et voire même les pousse au suicide. Et pourtant le discours présenté par les institutions financières internationales ou l'OMC semblait cohérent. La libéralisation était sensée stabiliser les prix : plus on élargit les marchés, plus certains risques, comme les catastrophes naturelles sont partagées et moins ils auront d'impact sur les prix. Mais ceci est faux : l'histoire de ces 20 dernières années de libéralisation des échanges a montré à quel point les prix sont instables. Résultat : une minorité qui gagne, les multinationales, la grande distribution et une majorité qui perd, soit 3 milliards de personnes. Il est par conséquent urgent de renverser la vapeur. Mais pas n'importe comment ! Des instruments de régulation ont été proposés (ex : un mécanisme d'assurances pour les matières premières) mais ne sont pas adaptées aux pays en développement sachant par ailleurs que dans les pays développés, peu de producteurs les utilisent. En conséquence, c'est en reconnaissant la souveraineté alimentaire que les choses pourront changer. De là, de nombreuses mesures pourront être mises en œuvre : le droit à la protection des marchés, l'adaptation de l'offre à la demande, la régulation des cours des matières premières. Tout ceci doit s'inscrire dans la défense d'un modèle agricole qui ne doit pas être concentré dans les mains des plus gros agriculteurs ou de l'agro-industrie. Un modèle qui implique des politiques agricoles intégrant des aides à l'exclusion de celles qui sont des aides à l'exportation.



Merry Christmas, Mr Mandelson !

A 14 heures ce jeudi 15 décembre, Mr Mandelson, Commissaire européen au commerce, avait donné rendez-vous aux ONG pour présenter l'état des négociations. Des membres de OWINS déguisés en père Noël (Our world is not for sale – notre monde n'est pas à vendre) attendaient le commissaire avec un cadeau de Noël symbolisé par une boîte ne contenant rien, sauf le paquet développement. Ce paquet développement doit aider les pays bénéficiaires à appliquer les accords de l'OMC. Mais ce paquet, outre son utilisation, semble

bien vide pour de nombreuses ONG. En effet, l'Union européenne a promis 2 milliards d'Euros en 2010 dont la moitié proviendra directement des Etats membres, montant qui ressemble étrangement à celui annoncé il y a quelques mois lors du G8.

Commerce équitable

Du 13 au 17 décembre, une série de séminaires sur le thème du commerce équitable sont organisés à l'extérieur du centre des conférences. L'un d'entre eux était consacré aux « traitements et méthodes de production » à mettre en œuvre dans le cadre du commerce équitable en s'appuyant sur les règles de l'OMC. Les intervenants (Equiterre, un juriste, un économiste de la Banque Mondiale) ont montré les différentes pistes permettant au commerce équitable de profiter des règles de l'OMC pour se développer. Parmi celles-ci, le traitement spécial et différencié devant notamment permettre des préférences fiscales. Anja Osterhaus, coordinatrice de FINE (FINE est l'acronyme correspondant aux 4 mouvements internationaux de commerce équitable) a souligné les raisons qui ont poussé les membres de FINE à ne pas revendiquer ce type de mesures. L'ensemble du commerce international va mal. Les objectifs des mouvements de commerce équitable sont d'améliorer cet ensemble plutôt que de bénéficier de mesures particulières qui ne profiteront qu'à une minorité. D'où une intervention de ma part pour renforcer cet aspect et montrer à quel point l'approche proposée était décalée des besoins des producteurs. Le séminaire de Coordination Sud, la rencontre avec les paysans du Nord et du Sud avaient donné d'autres pistes plus globales. Et comme l'a rappelé un assistant parlementaire européen allemand, l'une des urgences pour mettre en œuvre un commerce équitable est de soutenir la proposition des 6 pays africains (parmi lesquels le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire) qui demandent que l'on remette à l'ordre du jour des négociations internationales la question des prix des matières premières.

Anne-Françoise Taisne
Membre du conseil d'administration de la Fédération Artisans du Monde